

ment, il faudra un certain temps avant qu'elles ne portent tous leurs fruits, mais il faut absolument prendre au plus tôt une décision dans ce sens avant que la situation ne devienne désespérée. Il faut rétablir l'économie canadienne et le gouvernement doit faire le premier pas dans ce sens en agissant sans délai.

Un haut niveau de chômage affecte le pays tout entier, mais plus particulièrement les régions défavorisées. Dans ma province—Terre-Neuve—la situation est bien pire qu'ailleurs au Canada. A la fin du mois d'août dernier, le ministère provincial des services sociaux et du reclassement social a révélé que 93,000 Terre-Neuviens recevaient une aide du ministère. Cela seulement indique qu'environ 19 p. 100 de la population vit de l'assistance sociale. Les récentes statistiques du chômage indiquent que 68,000 hommes, femmes et enfants de Terre-Neuve sont directement touchés par le chômage. Pour une province d'à peine 500,000 habitants, ces chiffres sont renversants.

En consultant les statistiques pour l'ensemble du Canada, on s'aperçoit que la population active du pays s'élevait, en novembre 1970, à 8,940,000 personnes, tandis qu'elle n'était plus que de 8,329,000 en décembre. En un mois, la population active a donc diminué de 611,000 personnes. Le ministre a beau faire «non» de la tête, ce sont là les chiffres publiés par ses propres services. Ces 611,000 personnes sont dans l'impossibilité de trouver un emploi et, après plusieurs visites au bureau de la main-d'œuvre, elles ont dû abandonner tout espoir. La plupart d'entre elles vivent dans des régions comme Terre-Neuve où il n'y a tout simplement pas de possibilités d'emploi. Les statistiques du chômage ne tiennent aucun compte de cette diminution de la population active. Je crois que si l'on évaluait avec précision les effectifs de la population active de Terre-Neuve, on s'apercevrait que près de 20 p. 100 des habitants sont actuellement en chômage, et ces chiffres continueront à augmenter au fur et à mesure que l'hiver avancera.

Le premier ministre de Terre-Neuve n'admet même pas que le chômage pose un problème. En fait, un de ses ministres a déclaré à la télévision, il n'y a pas si longtemps, qu'une «vague de prospérité» se faisait sentir dans toute la province. On ne pourra résoudre aucun problème tant que nos dirigeants ne se seront pas rendu compte de son existence. A Terre-Neuve, le gouvernement prévoit un «mini-boom» économique pour l'été prochain; si cette prévision se vérifie, tant mieux. Mais il faut se poser une question: Qu'en sera-t-il l'hiver prochain? Nous assistons maintenant à Terre-Neuve à la création d'emplois temporaires et saisonniers, sans aucun égard pour les perspectives à long terme. Le premier ministre de la province présentera un plan directeur—ou, comme certains préfèrent l'appeler, un «master's Plan»—au cours d'une conférence d'ordre économique qu'il a convoquée pour les 4, 5 et 6 février prochains.

• (8.10 p.m.)

Un programme pour Terre-Neuve devrait comporter des apports financiers substantiels de la part du gouvernement fédéral. Pourtant, lundi dernier, ici même à la Chambre, quand on lui a demandé s'il préparait un programme spécial pour Terre-Neuve, le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) a déclaré ne pas être au courant d'un tel programme et, par la

suite, il a donné à entendre qu'il ne savait rien de la tenue d'une telle conférence. C'est bien là le genre de projets écartelés auxquels nous a habitués le gouvernement provincial de Terre-Neuve. On fait promesses sur promesses, mais on n'accomplit pas grand chose!

Terre-Neuve a un besoin urgent d'un plan de développement. Cette province a besoin de beaucoup plus que le ministère de l'Expansion économique régionale ne lui a donné jusqu'ici. On est à mettre en place une infrastructure qui facilitera son développement industriel. Personne ne peut dire qu'on n'ait pas besoin de services ni que ceux-ci ne soient pas souhaitables, mais de tels services n'auront de sens que lorsque la population qui aura à les employer aura la chance de gagner suffisamment pour avoir un niveau de vie raisonnable, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Il y a peu de temps, le Conseil économique des provinces atlantiques s'est réuni ici à Ottawa, avec le comité. On y a proposé que l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve figurent au nombre des provinces qui doivent recevoir des subventions accordées par le ministère de l'Expansion économique régionale aux industries primaires. Je suis d'accord là-dessus et je crois que c'est indispensable. Le gouvernement fédéral, avec l'approbation du gouvernement provincial, établit mal ses priorités. Les problèmes de Terre-Neuve sont très différents de ceux de Montréal. Le point de vue urbain et bureaucratique que nous avons connu jusqu'ici ne peut s'y s'appliquer.

Le Conseil consultatif des provinces atlantiques a été chargé d'entreprendre une étude à Terre-Neuve afin de découvrir pourquoi le programme des subventions régionales ne fonctionne pas. C'est un fait; le ministre et son ministère en sont conscients. Quand ils auront trouvé la réponse, j'espère qu'ils proposeront quelque chose de réalisable pour notre province. Jusqu'ici, le programme du ministère de l'Expansion économique régionale a créé très peu d'emplois permanents à Terre-Neuve. La raison en est que le ministère chargé de l'exécution de ce programme n'a tenu aucun compte de la mise en valeur des ressources de notre province, ce qui, de l'avis de beaucoup de gens, dont moi-même, constitue de loin une question de première priorité si nous voulons à Terre-Neuve établir notre identité. Nos gens doivent exceller dans le domaine de leur choix et mettre en valeur les industries qui leur sont naturelles. Il n'est pas raisonnable de s'attendre que Terre-Neuve établisse une base infrastructure industrielle raffinée. Les Terre-Neuviens n'ont pas été formés pour ce genre d'industries. Ils connaissent bien les industries avec lesquelles ils sont familiers; ils veulent qu'elles soient plus prospères.

L'avenir des régions rurales de Terre-Neuve suppose l'établissement d'industries d'exploitation des ressources, qui devront exceller. Il serait aussi insensé de créer, à Terre-Neuve, une infrastructure industrielle qui forcerait les gens à obtenir une formation scientifique que de demander au maître d'hôtel du Reine Elisabeth de faire fonctionner une scie mécanique. Il faut développer nos industries primaires, ce qui aiderait directement les petites entreprises fondées sur les matières premières, comme le poisson, le bois, les mines, les produits agricoles et ainsi de suite. A l'heure actuelle, on applique un programme qui va créer des emplois à temps partiel alors que nous avons besoin d'emplois à plein temps.